



## Argumentaire contre l'initiative « Blackout » et le contre-projet indirect

### Situation de départ

Dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050, la loi sur l'énergie nucléaire a été complétée par une interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, entrée en vigueur en 2018 après la votation populaire de mai 2017. Cette décision faisait suite à la grave catastrophe nucléaire survenue à Fukushima (Japon) en mars 2011. Même une nation industrielle hautement développée et expérimentée dans la technologie nucléaire comme le Japon n'a pas pu empêcher cet accident majeur.

Depuis, d'importants changements géopolitiques sont intervenus. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a mis en lumière la forte dépendance de la Suisse et de l'Europe vis-à-vis du pétrole, du gaz et de l'uranium russes.

Sur la base de l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est fixé l'objectif du zéro net CO<sub>2</sub> d'ici 2050, objectif largement accepté lors d'une votation populaire en 2023. La loi sur l'électricité a défini les mesures nécessaires pour produire beaucoup plus d'énergies renouvelables (p. ex. photovoltaïque, éolien, hydraulique, géothermie, etc.) et ainsi se détourner des énergies fossiles et radioactives. Grâce à un système électrique intelligent, il devrait devenir possible que les énergies renouvelables soient l'unique source d'électricité pour la population suisse. Avec l'initiative « Blackout », l'UDC souhaite supprimer l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. En 2025, le Conseil fédéral a transmis au Parlement un contre-projet indirect poursuivant le même objectif.

### Géopolitique

La Suisse ne possède pas d'uranium et s'approvisionne souvent auprès d'États autocratiques comme la Russie ou le Kazakhstan. Elle importe déjà 45 % de son uranium de Russie. Nous resterions donc dépendants des livraisons russes et donc vulnérables au chantage. Cela vaut tant pour les grandes centrales existantes que pour d'éventuels petits réacteurs à venir. La même logique de **dépendance** et d'incertitude quant aux livraisons futures s'applique à d'autres pays autocratiques.

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le **risque sécuritaire** a augmenté. La Russie détruit des infrastructures énergétiques et a déjà attaqué la centrale nucléaire de Zaporijjia. De graves accidents ne peuvent être exclus.

La Suisse ne dispose pas d'un système de défense antiaérienne fonctionnel capable de garantir la sécurité des centrales nucléaires contre des **attaques terroristes**.

Un accident nucléaire priverait la population de ses moyens d'existence, car la Suisse densément peuplée deviendrait une zone d'exclusion.

### **Situation du marché face à une pénurie d'uranium**

Depuis les années 1990, la consommation d'uranium dépasse la production, si bien que l'on puise déjà dans les stocks constitués durant la guerre froide. Pour répondre à la demande, il faudrait ouvrir de **nouvelles mines**, ce qui soulève des préoccupations en matière de **droits humains** (conditions de travail, risques sanitaires massifs pour les travailleurs). L'extraction de l'uranium laisse en outre derrière elle d'immenses **zones contaminées**, ce qui relativise fortement l'argument de la prétendue « neutralité CO<sub>2</sub> » de l'énergie nucléaire (déjà discutable en raison du béton nécessaire à la construction). Il faut également noter que l'augmentation de la demande depuis les années 1990 entraînera une **hausse continue des prix du marché**. Le Kazakhstan en profiterait particulièrement (Kazatomprom), puisqu'il produit déjà 39 % de l'offre mondiale d'uranium et commerce de plus en plus avec la Chine. D'autres pays producteurs comme le Niger se sont également **éloignés des pays occidentaux**, notamment au profit de la Russie.

### **Coûts**

Nos producteurs d'électricité ne sont ni disposés, ni financièrement capables de planifier et de construire une centrale nucléaire sans un soutien massif de l'État. Les dernières centrales construites en Europe ont toutes connu de graves **dépassements de coûts**. Il faudrait en outre faire appel à des entreprises étrangères, car il n'existe aucune entreprise de construction en Suisse capable de mener un tel projet. Seules quelques entreprises dans le monde disposent de l'expertise nécessaire, les leaders actuels étant Rosatom (Russie) et CNNC (Chine). Les prix de l'électricité sont faussés car ils **ne reflètent pas la réalité des coûts**. La mise à l'arrêt définitive des centrales, leur démantèlement et la gestion des déchets ne sont que très insuffisamment pris en compte. Ces charges, difficilement estimables, seront reportées sur les générations futures, ce qui donne une impression erronée de rentabilité de l'énergie nucléaire.

### **Gestion des déchets**

La question de la gestion des déchets hautement radioactifs n'est abordée qu'en surface. Il n'est pas expliqué que ces déchets émettent une radiation mortelle durant des milliers d'années. C'est pourtant le principal danger de l'énergie nucléaire. **Dans le monde, la gestion de ces déchets n'est toujours pas résolue**. Aucun grand pays nucléaire – États-Unis, France, Chine, Russie – n'a mis en place une solution sûre pour les combustibles usés. Seule la Finlande construit un premier petit dépôt en profondeur. La Suisse est encore loin d'une solution réalisable.

### **Un fournisseur d'électricité peu sûr**

La planification, la construction et la mise en service d'une centrale nucléaire prennent au minimum 20 ans et ne résoudront pas les problèmes actuels de pénurie potentielle d'électricité. Les centrales nucléaires fournissent certes une énergie de base importante, mais cela pose aussi problème : en cas d'arrêt pour raison technique, climatique ou sécuritaire, le réseau est fortement sollicité tant lors de l'arrêt que lors du redémarrage, ce qui engendre des coûts élevés. Outre les **pannes techniques**, le **réchauffement climatique** crée des difficultés supplémentaires : lorsque les cours d'eau sont trop chauds, les centrales doivent être arrêtées à cause du refroidissement.

En France, la moitié des centrales ont dû être arrêtées en 2022 en raison de problèmes de sécurité. Cela a conduit – en plus de la guerre en Ukraine et de l'été sec en Suisse – à une flambée des prix de l'électricité.

### **Frein au développement des énergies renouvelables**

Si du temps et de l'argent sont investis dans la construction de nouvelles centrales nucléaires, ils manquent pour développer les énergies renouvelables.

### **Perspectives**

Grâce à une gestion intelligente via des réseaux électriques « **smart grids** », la consommation peut être réduite. Le développement technologique progresse rapidement. Les **technologies de stockage** évoluent elles aussi en continu et contribueront à maîtriser la consommation d'électricité en Suisse.

#### **Position du Centre Femmes Suisse**

Les Femmes du Centre Femmes Suisse s'opposent clairement à la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires et **rejetent ainsi l'initiative « Blackout » ainsi que le contre-projet indirect du Conseil fédéral.**

Groupe de travail Climat et Énergie  
Susanne Gasser, Sandra Beriger, Co-Präsidentinnen  
Beatrice Borio  
Christine Clausen  
Stéphanie Fleury  
Lilian Gasser  
Nathalie Zeindler

16. November 2025

#### **Littérature complémentaire**

ANNA SCHNEIDER/FABIAN LÜSCHER, Unbequeme Fakten zur Atomkraft, in: Energie und Umwelt – Das Magazin der Schweizerischen Energienstiftung, 1/2023, S. 8 ff.

BERTRAND BEAUTÉ, Atomkraft: unglaubliches Comeback, in: Swissquote, September 2025, S. 24 ff.

BERTRAND BEAUTÉ, Interview mit Dr. Urs Neu, Leiter der Erweiterten Energiekommission der Akademien der Wissenschaften Schweiz, in: Swissquote, September 2025, S. 34 ff.

BERTRAND BEAUTÉ, Uran könnte knapp werden, in: Swissquote, September 2025, S. 39 ff.

BERTRAND BEAUTÉ, Atommüll: Last oder Chance?, in: Swissquote, September 2025, S. 49 ff.

FABIAN LÜSCHER, Gute Gründe für den Atomausstieg, in: Energie und Umwelt – Das Magazin der Schweizerischen Energienstiftung, 1/2023, S. 2 f.